

DECLARATION

18/12/2017

AU 26
Ethylotests anti-démarrage (EAD)

ETHYLOTESTS ANTI-DÉMARRAGE (EAD)

(Déclaration N° 26)

L'autorisation unique n°26 concerne la mise en place d'éthylotests anti-démarrage dans les véhicules affectés aux transports de personnes.

Les données collectées sont : la trace informatique des blocages de l'EAD, la trace informatique des démarrages sans utilisation de l'EAD, les manipulations entraînant la désactivation de l'EAD, les détachements et rattachements du combiné de l'EAD, l'horodatage des événements, le numéro de l'EAD, le taux d'alcoolémie en cas de test positif. Toutefois, les données relatives au taux d'alcoolémie des conducteurs ne doivent être ni consultées, ni communiquées, ni utilisées, conformément à l'article L.234-15 du code de la route.

La durée de conservation des données sur l'EAD est de 45 jours maximum. L'employeur peut conserver les données issues de l'EAD à l'exception du taux d'alcoolémie pendant une durée de deux mois maximum à compter de la date d'enregistrement de l'évènement dans l'EAD.

Le responsable du traitement doit, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée en août 2004, informer les conducteurs préalablement à la mise en œuvre du traitement.

TEXTE OFFICIEL

[Délibération n° 2010-005 du 28 janvier 2010 portant autorisation unique de mise en place d'éthylotests anti-démarrage dans les véhicules affectés aux transports de personnes](#)

SECTEURS D'ACTIVITE EXCLUS DU CHAMP DE LA NORME

Aucun

RESPONSABLES DE TRAITEMENT CONCERNES

Exploitants et autorités organisatrices de transports publics

OBJECTIF(S) POURSUIVI(S) PAR LE TRAITEMENT (FINALITES)

Les organismes qui vont équiper leurs véhicules affectés aux transports de personnes d'EAD, devront limiter leur utilisation à des fins de prévention routière conformément aux dispositions législatives et réglementaires susvisées.

UTILISATION(S) EXCLUE(S) DU CHAMP DE LA NORME

Aucune procédure de sanction disciplinaire ne peut être engagée sur le seul fondement des résultats issus de l'EAD.

DONNEES PERSONNELLES CONCERNEES

- la trace informatique des blocages de l'EAD ;
- la trace informatique des démarrages sans utilisation de l'EAD (démarrage par le moteur, par une clé ou par un code) ;
- les manipulations entraînant la désactivation de l'EAD ;
- les détachements et rattachements du combiné de l'EAD ;
- l'horodatage des événements ci-dessus ;
- le numéro de l'EAD ;
- le taux d'alcoolémie en cas de test positif.

Le fait qu'il soit possible, à partir du numéro de l'EAD, d'identifier un conducteur en particulier, y compris de manière indirecte, permet de considérer que ces données constituent des données à caractère personnel au sens de l'article 2 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

L'EAD nécessite de fixer préalablement à son installation un seuil, correspondant au taux au-delà duquel le véhicule ne démarre pas. Ce seuil doit être inférieur à celui prévu à [l'article R 234-1-I du code de la route](#).

DONNEES EXCLUES DU CHAMP DE LA NORME

Les données relatives au taux d'alcoolémie des conducteurs ne doivent être ni consultées, ni communiquées, ni utilisées, conformément à [l'article L.234-15 du code de la route](#).

DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

p>Les informations peuvent être stockées sur l'EAD pour une durée maximum de 45 jours.

L'employeur peut conserver les données issues de l'EAD à l'exception du taux d'alcoolémie pendant une durée de deux mois maximum à compter de la date d'enregistrement de l'évènement dans l'EAD.

Les informations, rendues anonymes, pourront être conservées plus longtemps à des fins statistiques.

DESTINATAIRES DES DONNEES

Les responsables des services de transport et les personnes nommément désignées par eux.

Ces destinataires ne peuvent en aucun cas accéder au taux d'alcoolémie.

INFORMATION DES PERSONNES ET RESPECT DES DROITS "INFORMATIQUE ET LIBERTES"

Le responsable du traitement doit, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée en août 2004, informer les conducteurs préalablement à la mise en œuvre du traitement.

Les instances représentatives du personnel doivent également être consultées conformément aux textes en vigueur.

SECURITE ET CONFIDENTIALITE

1. imposer un chiffrement des données contenues dans l'EAD ;
2. utiliser une clé de chiffrement propre à chaque responsable de traitement et détenue par lui dont il devra assurer la confidentialité ;
3. protéger l'accès au logiciel permettant l'extraction et l'exploitation des données de l'EAD par une authentification forte de l'utilisateur ;
4. garantir que le taux d'alcoolémie ne peut être ni consulté, ni extrait de l'EAD.